

Delors : regrets
Corriere della Sera p. 7

Courrier

i n t e r n a t i o n a l

PAYS-BAS

Euthanasie en direct, polémique autour d'un film télévisé

De Standaard p. 14

TCHÉTCHÉNIÉ

Comment l'opinion russe a été préparée à l'intervention

Izvestia p. 20



Israël et le nucléaire p. 31

TENDANCES

Innovations en série pour les compagnies aériennes

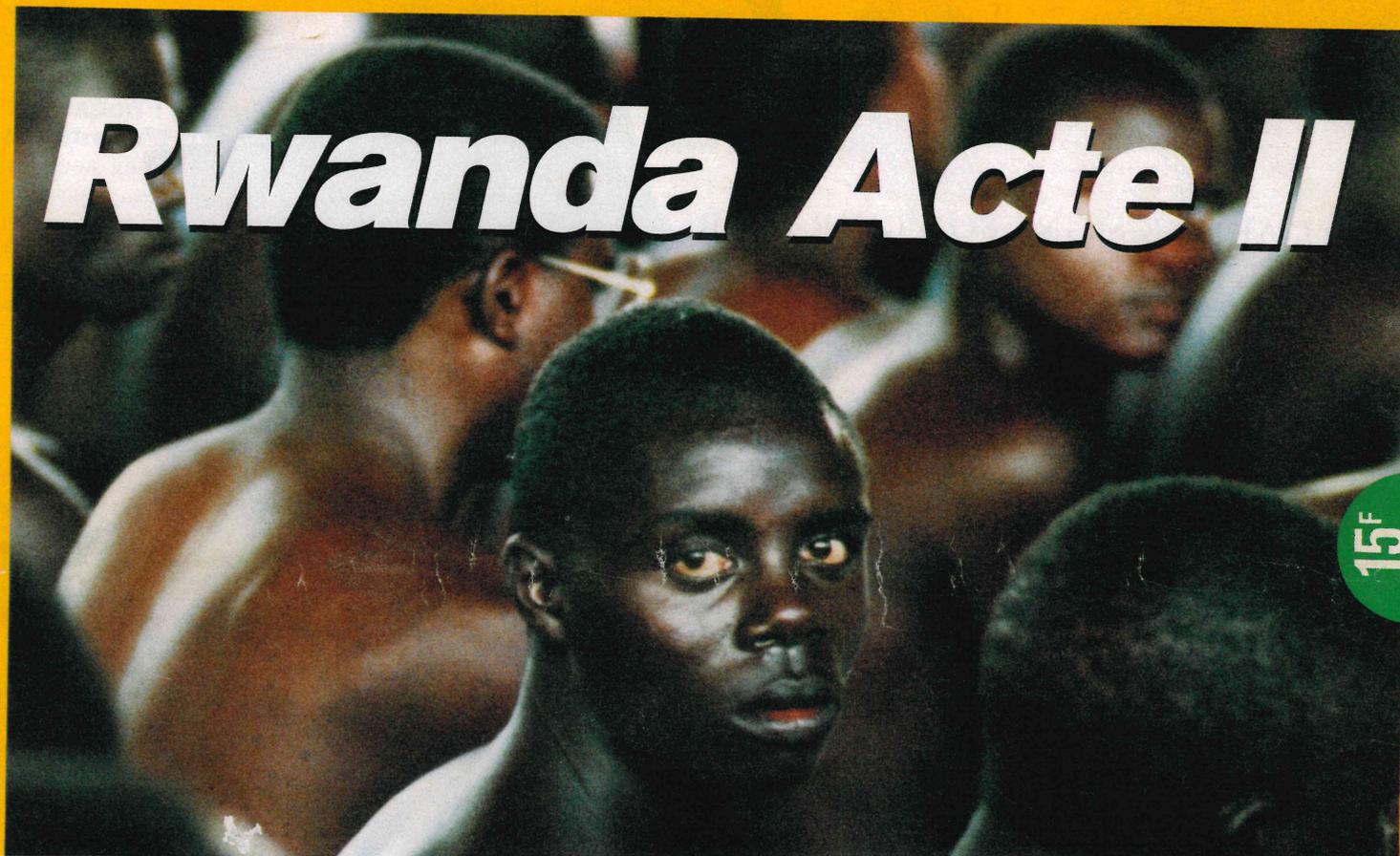
Financial Times, Business Week p. 34

DOCUMENT

Assassinats, corruption et trafics : à Mexico, le narcosystème triomphe

Dinero p. 39

Rwanda Acte II



15F
HEBDO

DU 15 AU 21 DÉCEMBRE 1994 • N° 215

SUISSE : 4,80 FS • USA : 3,75 \$ US

**EXEMPLAIRE
OFFERT**

NE PEUT ETRE VENDU

The Washington Post
The Guardian
Référence Plus
Le Soir
L'Arc-en-ciel

15^F
HEBDO

BELOIQUE : 100 FB - CANADA : 4,95 \$ CAN - ESPAGNE : 300 PTA - GRANDE-BRETAGNE : 2,10 £ - PORTUGAL CONT : 600 ESC - SUISSE : 4,80 FS - USA : 3,75 \$ US
DU 15 AU 21 DECEM

Édité par Courrier international,
SA au capital de 700 000 FF,
RCS Paris B 344 761 861
PDG, directeur de la publication :
Jacques Rosselin
Directeur des rédactions :
Jean-Michel Boissier
Administrateur : Hervé Lavergne
Direction éditoriale : Alexandre Adler
Conseiller de la direction : Marc Ullmann
Principaux actionnaires :
Générale Occidentale et les fondateurs

RÉDACTION
Rédacteur en chef : Olivier Postel-Vinay
Rédacteur en chef adjoint : Sylvain Oysel
Rédacteur en chef adjoint édition :
Philippe Thureau-Dangin

Afrique : Rinaldo Doppo - Allemagne :
Marco Schütz - Amérique du Nord : Jacques
Froment - Amérique latine : Jean-Christophe
Rampal - Asie : Hidenobu Suzuki (chef de
service), Boris Cambreleng, Claude Leblanc
Benelux : Isabelle Rosselin - Chine : Boris
Cambreleng - Danemark, Norvège :
Gunter Adolphsen - Entreprises et
Marchés : Odile Conseil (chef de service)
Espagne : Isabelle Lauze - Europe : Claire
Mellini - Europe centrale : Miklos Matyassy
Hexagone : Odile Conseil - Hongrie : Miklos
Matyassy - Iran, Afghanistan : Gissou
Jeannot-Jahangiri - Israël : Gisèle Sapin
Italie : Claire Maupas - Japon : Hidenobu
Suzuki, Claude Leblanc, Kazuhiko Yatabe
Maghreb : Mazzi Kabbal, Pascal Philippe
Moyen-Orient : Mazzi Kabbal - Pologne :
Iwona Ostapowicz - Portugal : Arthur Silva
Rép. tchèque et Slovaquie : Marc Saint-
Upéry - Roumanie : Rado Portucala
Royaume-Uni : Claire Mellini - Russie :
Laurence Habay, Nathalie Amargier - Sciences
et technologie : Hervé Kempf - Turquie :
Nur Dolay - Ukraine : Larissa Kotolovets
Yougoslavie (Ex-) : Sasa Simovc

COLLABORATEURS RÉGULIERS
DE LA RÉDACTION :
Afrique australe : Marcel Daaz - Australie :
Florence de Changy - Bulgarie : Kamelia
Konakchikova - Canada : Lucien Rajonina
Grèce : Paulina Lampsa - Inde : Bob
Woodruff - Russie : Iouri Tkatchov - Suède :
Guy de Faramond

TRADUCTION : Isabelle Lauze (chef de service),
Nathalie Amargier, Boris Cambreleng, Régine
Cavallero, Bruno Chauvin, Raymond Clarinard,
Françoise Escande, Laurence Habay, Francis
Labrousse, Claire Maupas, Marie-Françoise
Montiers, Mikage Nagahama, Marie-Christine
Perraut, Olivier Rogasson, Danièle Ronon, Isabelle
Rosselin, Isabelle Taudin

DOCUMENTATION : Iwona Ostapowicz
RÉALISATION :
Rédaction en chef technique :
Nathalie Pingaud
Direction artistique : Josyane Challeton
Conception graphique : JBA/Madame Pella,
Michel Sikora

Secrétariat de rédaction : Pascal Philippe
Révision : Daniel Guerrier (chef de service),
Sadjia Bourinot, Philippe Czerpak, Elise
Georgiev, Sandra Mac Lean, Philippe Planche
Maquette PAO : Anne Cholley
(chef de service), Laure Guggenheim,
Bertrand Laldain, Michèle Moreau
Infographie, cartographie : Sarah
Dellendahl (colorisation), Thierry Gauthé, Daniel
Guerrier, Michio Yamamoto (calligraphie)
Jcônes : Philippe Roux
Informatique : Bertrand Laldain
ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Autrement dit,
Madame Rhin Irina Ruscic Catherine Dourbe

Aristocraties armées *par Alexandre Adler*



Huit mois se sont écoulés depuis les terribles massacres des Tutsis du Rwanda, eux-mêmes consécutifs à l'assassinat des deux présidents hutus du Rwanda et du Burundi. Le dossier que nous consacrons cette semaine - à ce pays montre que la victoire militaire des Tutsis du Rwanda n'est pas parvenue à rétablir un semblant d'ordre dans ce malheureux pays où la volonté de revanche des uns et le désir de réparation des autres laissent présager de nouveaux embrasements. On peut aussi craindre

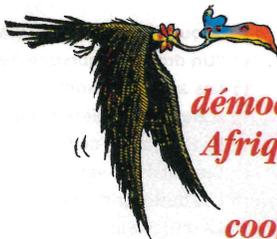
le pire au Burundi voisin où l'aristocratie tutsie - qui contrôle toujours l'armée - n'a accepté que du bout des lèvres la logique démocratique imposée par François Mitterrand à La Baule, qui conférerait à la majorité hutue au moins les apparences du pouvoir politique.

Mais, au-delà du bavardage humanitaire, il faut replacer la tragédie de cette région dans un contexte africain plus vaste. L'Afrique, qui fut le berceau de l'humanité, est pourtant aujourd'hui le continent le plus jeune de l'aventure humaine. Les petits groupes qui, à partir de l'assèchement du Sahara, ont commencé à occuper la savane arborée, puis ont affronté avec audace la forêt équatoriale, pour déboucher sur le paradis sud-africain, à peine deux siècles avant l'arrivée des colons européens, forment toujours un front pionnier de l'humanité, encore très plastique dans la recherche de son identité culturelle. L'Afrique a, par le passé, emprunté aux diverses cultures voisines des solutions toutes faites pour instituer des sociétés politiques au-delà du lignage ou de la tribu. D'abord, la royauté sacrée de l'Égypte, transmise par les royaumes soudanais ; puis, tour à tour, la conception impériale byzantine en Éthiopie, le califat sunnite organisateur de djihads, hier chez les Peuls du Sahel, aujourd'hui chez les islamisés du nord du Soudan ; et, pour finir, l'Etat administratif colonial européen, fonctionnant le plus sou-

vent au bénéfice d'une minorité, et l'Etat bureaucratique communiste, à forte composante militaire. Dans cet étagement, la démocratie vient tout juste de faire son apparition sous sa forme moderne : elle peut se prévaloir d'un terrain favorable avec les traditions africaines égalitaires et les habitudes de débat contradictoire connues des ethnologues sous le nom de "palabres" et qui se retrouvent aujourd'hui avec les conférences nationales ou les gouvernements de large coalition interethnique, comme le montre l'exemple réussi de Nelson Mandela.

Depuis l'effondrement du modèle communiste, le véritable affrontement qui se dessine en Afrique oppose les expériences démocratiques aux royaumes combattants modernisés. Ces deux formes de gouvernement viennent de périodes différentes de l'histoire africaine, mais rien ne peut dire encore que la plus moderne l'emportera sur la plus archaïque. La démocratie progresse à partir de deux grands foyers, l'Afrique du Sud et les

Etats francophones les plus développés ; mais de véritables royaumes combattants se fédèrent de proche en proche et imposent parfois une autre logique contre des démocraties encore balbutiantes. On l'a vu en Angola avec la résistance de Savimbi, au Nigeria avec le maintien à bout de bras du pouvoir haoussa-foulani par l'armée et surtout avec l'Ouganda de Museveni, qui rassemble autour de lui les aristocraties armées tutsies du Rwanda et du Burundi, ainsi que l'armée dinka du colonel Garang au sud du Soudan, avant peut-être de s'étendre vers le Kenya et les Oromo d'Éthiopie. La démocratie africaine doit digérer ces petits royaumes combattants par le compromis politique, comme l'ANC est en train de le faire du pouvoir zoulou en Afrique du Sud, mais, pour cela, elle doit d'abord se renforcer, ce qui passe par une coopération beaucoup plus étroite entre Paris et Pretoria, les deux piliers de la démocratie africaine de demain. ●



*L'avenir
de la
démocratie en
Afrique passe
par une
coopération
entre Pretoria et Paris*

A la une de la presse espagnole **El País • El Mundo • La Vanguardia**

Après une semaine ponctuée de jours fériés, l'Espagne se remet au travail. La grande affaire, aujourd'hui, c'est l'avenir d'Iberia, la compagnie aérienne étant proche de la cessation de paiements. Mais l'actualité, c'est aussi le retrait éventuel des Casques bleus espagnols déployés à Mostar et, encore et toujours, la politique communautaire concernant la pêche, que Felipe González a remis à l'ordre du jour du sommet de l'Union européenne à Essen.



Rwanda Acte II

Huit mois après le génocide – un demi-million de morts –, le Rwanda affronte une situation insolite et de nouveau dangereuse. Insolite, parce que le pays reste vidé d'une bonne partie de ses habitants, des Hutus réfugiés dans des camps au Zaïre, en Tanzanie, au Burundi et en Ouganda. Dangereuse, parce qu'à l'extérieur comme à l'intérieur la tension monte.

Dans les camps du Zaïre, les bourreaux d'hier aiguïsent leurs couteaux. Logés et nourris par l'aide

internationale, ils ont apparemment conservé une partie de leurs armes, ils ont la faculté de s'entraîner et reçoivent un appui plus ou moins discret du Zaïre – certains disent de la France. Ils affichent leur intention de repasser à l'offensive. *A Kigali, les vainqueurs maîtrisent mal la situation.* Faute de ressources propres, faute aussi d'aide extérieure. Les soldats eux-mêmes ne sont pas payés. Les Hutus qui ont le courage de revenir risquent de ne pas récupérer leur maison, voire d'être jetés en prison, où des milliers d'innocents et de coupables attendent

pêle-mêle un improbable jugement.

L'homme fort du Rwanda, Paul Kagame, accuse la communauté internationale de ne rien faire pour l'aider à remettre son pays en selle, de mettre au contraire de l'huile sur le feu en laissant les tueurs d'hier tenir le haut du pavé dans les camps du Zaïre. Il met en particulier en cause "ceux qui [comme la France] ont longtemps soutenu la dictature et refusé de reconnaître leurs erreurs". De toute évidence, la tragédie rwandaise n'est pas terminée.

“Nous reviendrons au pays”

Au Zaïre, les tueurs rêvent de revanche

Voici quelques mois, l'intervention française leur avait permis un repli inespéré dans les camps de réfugiés. Miliciens et militaires hutus ont profité de l'aide internationale pour se refaire une santé au Zaïre. Aujourd'hui, avec l'aide discrète de Kinshasa, ils envisagent ouvertement de lancer une offensive contre le gou-



vent dans la région. Au Rwanda, les premiers bénéficiaires en ont été les Hutus. Au cours des trente dernières années, la répression exercée par les Hutus sur la minorité tutsie ont poussé plus de 200 000 personnes à l'exil. Le nouveau gouvernement rwandais, dominé par les Tutsis, accuse les Français de bloquer l'aide des autres pays européens et d'empêcher l'arrestation des responsables du génocide. Depuis 1990, les Français ont accordé une aide militaire et financière à l'ancien régime militaire hutu du Rwanda. Rien, pas même le génocide de la minorité tutsie n'a ébranlé cette alliance franco-hutu.

Les Français n'ont pas fait grand-

"Nous reviendrons au pays"

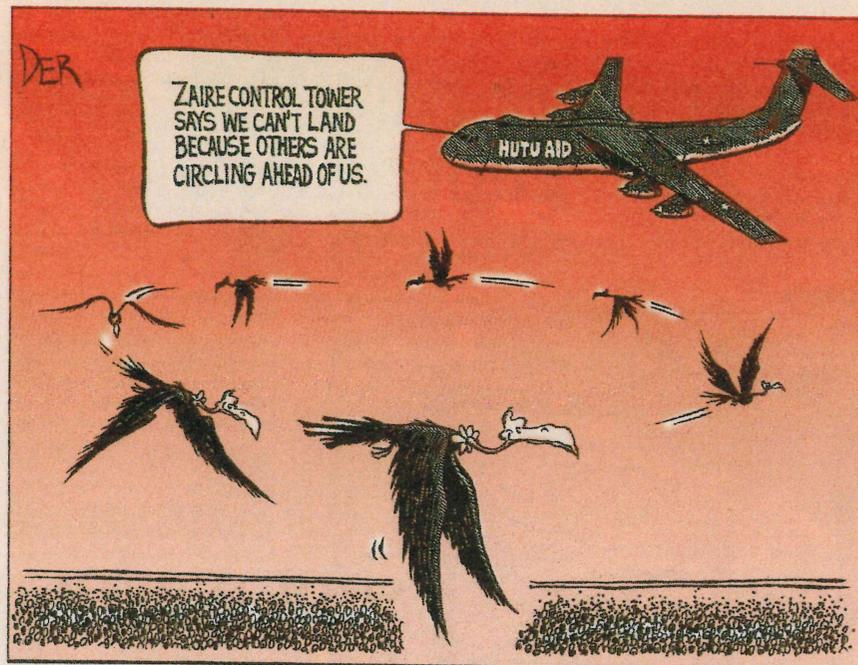
Au Zaïre, les tueurs rêvent de revanche

Voici quelques mois, l'intervention française leur avait permis un repli inespéré dans les camps de réfugiés. Miliciens et militaires hutus ont profité de l'aide internationale pour se refaire une santé au Zaïre. Aujourd'hui, avec l'aide discrète de Kinshasa, ils envisagent ouvertement de lancer une offensive contre le gouvernement de Kigali.

Kathi Austin*
THE WASHINGTON POST

Le Rwanda est sur le point d'être ravagé par un nouveau désastre humanitaire. Les chefs hutus de l'armée rwandaise vaincue s'apprêtent à envahir leur pays et à reprendre le pouvoir – tout en demandant le statut de réfugié, sous la protection des Nations unies. Au printemps dernier, les officiers hutus étaient chassés par les rebelles tutsis après avoir perpétré un génocide méthodique qui, en quelques semaines, a coûté la vie à près de 500 000 personnes.

Les images abominables de l'été dernier sont déjà dépassées. La vue de centaines de milliers de réfugiés rwandais désespérés qui, en une véritable marée humaine, ont traversé la frontière pour entrer au Zaïre a fait pénétrer dans les foyers des téléspectateurs étrangers la mort, la maladie, la famine et la misère liées à cette guerre. Mais, au cours d'un récent voyage de dix semaines en Afrique centrale, j'ai également vu des réfugiés d'un autre type passer la frontière – d'un type que les téléspectateurs n'ont guère eu l'occasion de voir –



"La tour de contrôle du Zaïre dit qu'on ne peut pas atterrir parce que d'autres sont déjà en attente."
Dessin de Der paru dans le *Houston Post* - ÉTATS-UNIS

d'anciens militaires et miliciens hutus, arrachés au cauchemar rwandais par les forces françaises, protégés par les forces de sécurité zairoises à l'intérieur des camps, nourris et approvisionnés par les Nations unies.

A présent, ils sont souriants, bien nourris, frais et dispos. Ils portent des uniformes impeccables, dansent en faisant hurler leur radio et se prélassent en famille. Dans les camps militaires du Zaïre, il n'y a ni épidémie de choléra, ni signe de souffrance.

Ces réfugiés envisagent ouvertement de lancer une nouvelle offensive contre le gouvernement tutsi au Rwanda. Comme le dit Eliezer Niyitegeka, ministre de l'Information de l'ancien gouvernement hutu, et vivant aujourd'hui au Zaïre : "Oui, nous avons notre armement lourd. Nous avons même des hélico-

ptères et nous allons nous en servir. Et quand nous aurons assez de munitions, nous retournerons au Rwanda." Jean Kambanda, ancien Premier ministre résidant également au Zaïre ne dit pas autre chose. Assis au bord de la piscine du très chic *Hôtel Riviera*, dans la ville zairoise de Bukavu, ils orchestrent leur campagne pour une reprise de la guerre.

Le plus tragique c'est que l'ambitieux programme d'aide humanitaire lancé cet été a contribué à rendre possibles de nouvelles effusions de sang au Rwanda. Près de 1,5 milliard de dollars versés par la communauté internationale ont servi au financement d'une vaste opération d'aide aux réfugiés. Cela partait d'une bonne intention, mais aujourd'hui, ces fonds permettent à l'armée hutue de se reconstituer.

En revanche, le nouveau gouver-

nement rwandais n'a pas reçu le moindre sou, que ce soit pour la reconstruction ou pour la protection de ce pays, qui vient d'obtenir le statut d'Etat membre des Nations unies. D'où une escalade de violence dans les camps de réfugiés situés près des villes de Goma et de Bukavu. Les organisations humanitaires internationales ont désormais perdu le contrôle de ces camps au profit des extrémistes hutus, qui ont menacé le personnel humanitaire et commencent à organiser des escarmouches sur la frontière zairo-rwandaise. Il y a de la guerre dans l'air.

Pour comprendre la situation actuelle au Rwanda, il ne faut pas négliger le rôle de la France dans le conflit. Depuis la décolonisation, dans les années 60, elle a su garder des alliés en Afrique centrale et, par des liens économiques et personnels, a conservé son rôle préémi-

nent dans la région. Au Rwanda, les premiers bénéficiaires en ont été les Hutus. Au cours des trente dernières années, la répression exercée par les Hutus sur la minorité tutsie ont poussé plus de 200 000 personnes à l'exil. Le nouveau gouvernement rwandais, dominé par les Tutsis, accuse les Français de bloquer l'aide des autres pays européens et d'empêcher l'arrestation des responsables du génocide. Depuis 1990, les Français ont accordé une aide militaire et financière à l'ancien régime militaire hutu du Rwanda. Rien, pas même le génocide de la minorité tutsie n'a ébranlé cette alliance franco-hutue.

Les Français n'ont pas fait grand-chose pour les réfugiés qui voulaient fuir la terreur hutue, en avril et mai derniers. En revanche, ils ont organisé de façon efficace la protection et la fuite de nombreux responsables extrémistes, ainsi que les militaires, les gendarmes et les miliciens qui avaient participé au massacre. Tous se sont repliés dans le Zaïre voisin.

Le Zaïre est un pays sans véritable gouvernement. Le maréchal Mobutu Sese Seko y a établi une "kleptocratie" qui a permis à la petite clique au pouvoir de s'enrichir tandis que le reste du pays sombrerait progressivement dans l'anarchie. La France et les Nations unies ont réhabilité le régime de Mobutu de façon ostensible, en prétextant l'aide apportée par le Zaïre dans cette crise humanitaire. Les forces zairoises entraînent actuellement les soldats hutus, d'après Tadele Slassie, commandant des forces de l'ONU dans la région. Les militants rwandais se servent de tout ce qu'ils ont réussi à voler avant de fuir leur pays pour payer les Zaïrois qui les aident à préparer la reprise des hostilités au Rwanda.

Dans les camps zairois, les anciens officiers impliqués dans le génocide jouissent désormais d'un pouvoir incontesté sur des centaines de milliers de réfugiés. Les rescapés du régime hutu vaincu

considèrent les camps comme une base à partir de laquelle faire pression sur le gouvernement de Kigali, situé seulement à un peu plus de 160 km. Les politiciens utilisent ces camps comme tribune pour décider du destin de centaines de milliers de vies humaines. Les officiers s'en servent comme lieux d'entraînement et de stockage des armes et des munitions. Après avoir tué près d'un demi-million de personnes, ils n'ont aucun scrupule à poursuivre leur guerre d'intimidation et de terreur.

Un membre du Comité international de la Croix-Rouge lève les bras de désespoir devant la perte de contrôle dans les camps. *"Les militaires ont des membres de leur famille dans les camps, on nous oblige donc à les nourrir. C'est ce que nous faisons. Et c'est ce que feraient la plupart des ONG. Il s'agit de sauver des vies, et nous ne pouvons pas jouer les arbitres. De toute façon, ils ne se gênaient pas pour faire un raid sur les camps. Alors on continue à prendre soin d'eux..."*

Pour les réfugiés civils et la population rwandaise locale, le problème numéro un, c'est la sécurité. Lorsqu'on demande aux gens ce qu'ils désirent par-dessus tout, ce dont ils ont le plus besoin pour reconstruire leur vie, ils ne parlent ni de tentes en plastique, ni de nourriture. Ils veulent une protection, ils veulent le rétablissement de la loi, ils veulent un tribunal ou un mécanisme assurant la justice, de sorte que l'on puisse distinguer les innocents et les coupables et que

ces derniers soient punis. Ce n'est que dans ces conditions que l'on pourra parler d'un retour à une vie ou à une société normales. Dans le même temps, les pays occidentaux essaient de gérer ce génocide selon leurs propres modèles, par exemple en établissant une commission sur les crimes de guerre à La Haye, bien loin des réalités des Rwandais.

Le nouveau gouvernement rwandais a besoin que les réfugiés civils rentrent pour participer à la reconstruction du pays et empêcher toute

tentative de déstabilisation et tout complot en vue d'une nouvelle guerre. Les anciens miliciens, militaires et responsables extrémistes hutus, bien à l'abri dans les camps des Nations unies, les empêchent de partir. Plus ils les retiendront longtemps, plus il y a de chances que la terreur règne à nouveau au Rwanda.

* Chercheur à l'Institute for Policy Studies, l'auteur est consultant pour la Banque mondiale ainsi que pour d'autres organisations internationales.

"Un droit de poursuite au Zaïre"

L'amertume du vice-président Paul Kagame

L'homme fort de Kigali en veut à la communauté internationale, dont l'aide profite essentiellement, selon lui, aux auteurs du génocide, réfugiés au Zaïre. Les soldats rwandais, eux, ne sont toujours pas payés.

Colette Braeckman
LE SOIR - BRUXELLES

Le respect des droits de l'homme à l'intérieur du pays conditionne le retour des réfugiés. Qu'en est-il réellement ?

Paul Kagame En fait, je m'attendais à ce que la situation soit pire encore qu'elle ne l'a été. Dans les semaines qui ont suivi le génocide, le pays aurait pu glisser dans le chaos total, mais nos soldats ont su faire preuve de retenue. On devrait plutôt le reconnaître. Certes, il y a eu des cas individuels, où les gens ont fait jus-

qu'à eux-mêmes, mais ce n'était pas le fait d'une volonté planifiée par le chef du gouvernement : des soldats sont, littéralement, devenus fous en découvrant les squelettes de tous les membres de leur famille. Je sais qu'à Butare notamment cela s'est passé, mais les responsables ont été punis.

Souhaitez-vous réellement le retour des réfugiés, qui est l'une des conditions de la reprise de l'aide internationale ?

Certainement, nous souhaitons ce retour, mais pas à n'importe quel prix. Pas au prix de l'amnistie, comme on semble le suggérer : nous avons l'obligation morale de faire triompher la justice. Par rapport aux victimes, qui ne pourraient admettre le contraire, mais aussi pour qu'une telle situation ne se reproduise plus jamais. Par ailleurs, la communauté internationale est également responsable du problème que représentent les réfugiés : davantage d'argent est donné à l'extérieur du pays qu'aux 5 millions de Rwandais qui vivent ensemble, pacifiquement, à l'intérieur. Nos soldats ne sont toujours pas payés, nous n'avons pas

les moyens de mettre en place un système judiciaire efficace. A l'extérieur, il y a beaucoup de gens qui ont du sang sur les mains, et qui vivent mieux qu'auparavant ; ils reçoivent médicaments, couvertures, nourriture...

Redoutez-vous la menace militaire des forces de l'ancien régime ? Comment réagiriez-vous en cas d'offensive depuis le Zaïre ?

Nous savons que la communauté internationale n'a pas réussi à séparer soldats et miliciens de la population civile, que les militaires ont toujours accès à leurs armes, que des menaces existent. Si une offensive devait se déclarer, si nous avions la certitude d'une implication des autorités zairoises, nous pourrions alors exercer le droit de poursuite. Cela pourrait mener à un embrasement régional.

Comment expliquez-vous sinon l'hostilité, du moins la non-assistance de la communauté internationale à votre égard ?

Notre victoire a suscité l'amertume parmi ceux qui ont longtemps soutenu la dictature, et qui ne veulent pas reconnaître leurs erreurs... Tout se passe comme s'ils voulaient nous faire échouer. Ce qu'ils nous reprochent, c'est de ne pas avoir dépendu d'eux pour arriver au pouvoir : les forces étrangères n'ont donc aucun contrôle sur nous. Nous essayons de créer un pays qui sera une patrie



Paul Kagame.

pour tous les Rwandais, où la distinction entre les Hutus et les Tutsis sera affaire personnelle, qui sera un Etat de droit. On nous parle de l'oppression des Tutsis autrefois : cette situation est à rejeter parce que toute oppression est condamnable. L'oppression du régime Habyarimana l'était également.

Pourquoi, alors que vous aviez capturé 18 militaires français dans la région de Kibuye à la veille de l'opération Turquoise, avez-vous refusé d'en faire état ?

Nous avons conclu un gentleman's agreement, afin que personne ne perde la face. Et aujourd'hui encore, je préfère ne pas en parler...

Pourquoi le Rwanda s'est-il opposé au tribunal interna-

tional, alors qu'il avait été le premier à le réclamer ?

Parce que les coupables seront jugés en dehors du pays, détenus dans des prisons étrangères. Parce que la peine de mort, prévue dans le droit rwandais, ne pourra leur être appliquée, alors qu'ils sont responsables de la mort de centaines de milliers de personnes. Parce que la période incriminée commence le 1^{er} janvier 1994, date à laquelle tout était déjà préparé... Toutes ces dispositions nous semblent assez cyniques...

Avez-vous été surpris par le génocide ?

Non, nous en connaissions les préparatifs. C'est pour cela que nous insistions sur la sécurité de notre bataillon dans Kigali. En outre, nous connaissions toutes les réticences à appliquer les accords d'Arusha, nous savions que les Tutsis, les opposants, étaient en quelque sorte pris en otages. La guerre a permis au régime d'agir plus ouvertement, des listes existaient déjà alors.

Les accords d'Arusha sont-ils caducs ?

Pas du tout, nous estimons que nous en avons respecté l'esprit en participant à un gouvernement de coalition, avec tous les partis modérés. S'il reste quelque chose de l'esprit d'Arusha, c'est bien grâce à nous. Les autres ont brisé l'accord.

Des dizaines de camps de réfugiés



rwandais, eux, ne sont toujours pas payés.

Colette Braeckman
LE SOIR - BRUXELLES

Le respect des droits de l'homme à l'intérieur du pays conditionne le retour des réfugiés. Qu'en est-il réellement ?

Paul Kagame En fait, je m'attendais à ce que la situation soit pire encore qu'elle ne l'a été. Dans les semaines qui ont suivi le génocide, le pays aurait pu glisser dans le chaos total, mais nos soldats ont su faire preuve de retenue. On devrait plutôt le reconnaître. Certes, il y a eu des cas individuels, où les gens ont fait jus-

des conditions de la reprise de l'aide internationale ?

Certainement, nous souhaitons ce retour, mais pas à n'importe quel prix. Pas au prix de l'amnistie, comme on semble le suggérer : nous avons l'obligation morale de faire triompher la justice. Par rapport aux victimes, qui ne pourraient admettre le contraire, mais aussi pour qu'une telle situation ne se reproduise plus jamais. Par ailleurs, la communauté internationale est également responsable du problème que représentent les réfugiés : davantage d'argent est donné à l'extérieur du pays qu'aux 5 millions de Rwandais qui vivent ensemble, pacifiquement, à l'intérieur. Nos soldats ne sont toujours pas payés, nous n'avons pas

Comment expliquez-vous sinon l'hostilité, du moins la non-assistance de la communauté internationale à votre égard ?

Notre victoire a suscité l'amertume parmi ceux qui ont longtemps soutenu la dictature, et qui ne veulent pas reconnaître leurs erreurs... Tout se passe comme s'ils voulaient nous faire échouer. Ce qu'ils nous proposent, c'est de ne pas avoir dépendu d'eux pour arriver au pouvoir : les forces étrangères n'ont donc aucun contrôle sur nous. Nous essayons de créer un pays qui sera une patrie



Paul Kagame.

pour tous les Rwandais, où la distinction entre les Hutus et les Tutsis sera affaire personnelle, qui sera un Etat de droit. On nous parle de l'oppression des Tutsis autrefois : cette situation est à rejeter parce que toute oppression est condamnable. L'oppression du régime Habyarimana l'était également.

Pourquoi, alors que vous aviez capturé 18 militaires français dans la région de Kibuye à la veille de l'opération Turquoise, avez-vous refusé d'en faire état ?

Nous avons conclu un gentleman's agreement, afin que personne ne perde la face. Et aujourd'hui encore, je préfère ne pas en parler...

Pourquoi le Rwanda s'est-il prononcé contre le tribunal interna-

était déjà préparé... Toutes ces dispositions nous semblent assez cyniques...

Avez-vous été surpris par le génocide ?

Non, nous en connaissions les préparatifs. C'est pour cela que nous insistions sur la sécurité de notre bataillon dans Kigali. En outre, nous connaissions toutes les réticences à appliquer les accords d'Arusha, nous savions que les Tutsis, les opposants, étaient en quelque sorte pris en otages. La guerre a permis au régime d'agir plus ouvertement, des listes existaient déjà alors.

Les accords d'Arusha sont-ils caducs ?

Pas du tout, nous estimons que nous en avons respecté l'esprit en participant à un gouvernement de coalition, avec tous les partis modérés. S'il reste quelque chose de l'esprit d'Arusha, c'est bien grâce à nous. Les autres ont brisé l'accord.

Des dizaines de camps de réfugiés



NEUF MOIS D'ÉPOUVANTE

27 mars Réunion du bureau politique du Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRND). Le parti du président Habyarimana évoque l'éventualité d'une reprise des hostilités.

6 avril Attentat mortel contre les présidents rwandais et burundais, Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira.

7 avril Début des massacres contre les Hutus modérés et les Tutsis dans la capitale rwandaise.

12 avril Le Front patriotique rwandais (FPR) pénètre le nord de Kigali.

20 avril Evacuation des Casques bleus belges.

21 avril Le Conseil de sécurité réduit le nombre de Casques bleus présents dans le pays de 2 700 à 400.

23 juin Début de l'intervention française baptisée "opération Turquoise".

4 juillet Chute de Kigali et de Butare.

15 juillet Plus d'un million de réfugiés sont recensés à Goma.

22 août Evacuation par les Français de la zone dite "Zone humanitaire sûre".

8 novembre Le Rwanda n'est pas invité au sommet franco-africain de Biarritz.

14 novembre Médecins sans frontières annonce qu'il cesse toutes ses opérations dans les camps de réfugiés.

Les assassins sont parmi nous

Le personnel humanitaire face à un terrible dilemme

"Doit-on s'occuper, comme si de rien n'était, de tant de gars avec tant de sang sur les mains ?"

Contraints de soigner les tueurs d'hier ou de discuter avec ceux qui les ont inspirés, les travailleurs humanitaires affichent leur consternation.

Thierry Fiorilli
LE SOIR - BRUXELLES

GOMA

Rapport interne d'une organisation humanitaire, daté du mois de novembre dernier : "Bien qu'il soit difficile d'établir la

nature exacte des structures entre l'ancien gouvernement, les meneurs, les milices et l'ancienne armée rwandaise, plusieurs liens mutuels continuent d'exister, basés sur la structure politico-administrative qui existait au Rwanda. Une réunion de l'ancien gouvernement, de l'ancienne armée et plus que probablement des représentants des milices s'est tenue à Bukavu, début octobre. C'est là qu'il a été décidé de prendre le contrôle des camps."

Tous les camps. Ceux de la région de Goma. Ceux de Bukavu, plus au sud. Et ceux de Tanzanie. "Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés leur a facilité la tâche, estime un responsable humanitaire. Quand début septembre, on a évacué 50 000 réfugiés de Kibumba vers Kahindo, le HCR n'a rien trouvé de mieux que d'y grouper des Rwandais venant de Kigali. Et aujourd'hui on constate,

consternés, que l'organisation des camps repose sur les anciennes autorités..."

Difficile à vérifier, de visu, lorsqu'on débarque à peine dans un camp. Enfin, sur l'une des structures humanitaires du camp. Parce qu'il est exclu d'aller se promener, comme ça, entre les "blindés" [campements individuels] des réfugiés. "En fait quand on parle des anciennes autorités, il ne faut pas imaginer que les membres de l'ancien gouvernement sillonnent les camps à longueur de journée. Parfois, l'un d'eux vient 'visiter'... Non, ce sont les bourgmestres, les chefs de commune, qui sont visibles. Ils participent d'ailleurs à certaines réunions avec le HCR et les organisations non gouvernementales. Or, ces chefs-là sont les pantins de l'ancien gouvernement. Par la bande, c'est donc avec lui que nous discutons..."

➔ Amer, cet Européen en mission ici depuis le mois d'août. "Parce que c'est une situation insoutenable. On aide les plus faibles. c'est évident. On sert réellement, sur le plan humanitaire. Mais, en même temps, on doit composer avec ceux qui ont planifié, déclenché et commis un génocide. L'impression, aussi, de taper des gars pour une nouvelle guerre. Alors que la communauté internationale s'en fout. C'est écoeurant."

Classique, pourtant, dans un camp de réfugiés, non ? "Oui, mais c'est la première fois qu'on est confronté à des responsables d'un génocide. Soigner des blessés, des malades, sans faire de distinction, sans prises de position, c'est notre rôle. Mais on ne peut pas s'occuper comme si de rien

n'était de tant de gars qui ont tant de sang sur les mains." C'est clair, pour massacrer en quelques semaines entre 500 000 et un million de personnes, il faut être nombreux. Mais nombreux, ça fait combien ? "On ne peut pas estimer. Des réfugiés nous disent qu'ils peuvent être divisés en trois catégories. Les innocents d'abord, qui ont suivi l'exode de bonne foi, convaincus que le Front patriotique rwandais tuait tout le monde sur son passage. Puis les tueurs, très jeunes pour la plupart, souvent miliciens, intoxiqués jusqu'à la moelle par la propagande anti-Tutsis ou alors, ceux qui les ont aidés à 'travailler' ; les responsables ensuite, qui ont tout programmé. Y a-t-il plus de tueurs que d'innocents

ou plus d'innocents que de tueurs ?" Qui le saura jamais ?

Pourtant, les noms des responsables sont connus. Des Nations unies, des commissions des droits de l'homme, d'Amnesty International. "Les gros, oui. Mais comment connaître les seconds couteaux ? Seuls les réfugiés pourraient les dénoncer. S'ils le font, un jour, il faudra les jurer dans un avion pour les Etats-Unis dans la minute. Sinon..."

Sinon, ce sera la mort. A la machette. Comme tous ceux qui entravent, d'une façon ou d'une autre, l'activité des meneurs. Comme ce scout rwandais, par exemple, tué à Katala le 30 septembre. Vingt-neuf autres ont été portés disparus. Les scouts étaient

délégués à la régulation du trafic et à la distribution de l'aide alimentaire. Ils étaient considérés comme un obstacle à l'extension du pouvoir des "anciennes autorités".

Kahindo. Juste avant Katala. Le "camp modèle", disent les humanitaires. Parce qu'il est le seul à avoir été conçu avant l'arrivée des réfugiés. Ce vendredi, dans une structure humanitaire, c'est la première opération de petite chirurgie. Un garçon de quatorze ans. Complications urinaires. "Il est venu tout seul. Sa mère est au Rwanda. Son père est mort. Vous savez, ici, aucun réfugié n'aide l'autre. Il y a des femmes seules qui refusent d'être hospitalisées, de peur qu'on ne s'approprie leur 'blindé'. D'autres sont trouvées dans

un état de malnutrition très avancée. Elles sont trop faibles pour se déplacer jusqu'au lieu de distribution alimentaire. Aucun voisin ne le fera à leur place. Et s'il le fait, malgré tout, il gardera la ration pour lui."

Une infirmière sort de la tente. A côté, un gardien lit un journal. Amizero - L'Espoir. Edité par les "journalistes rwandais en exil". "Propagande, souffle-t-elle. Je suis sûre qu'il y a ici des tueurs qui font office, aujourd'hui, de magasiniers ou de brancardiers. Et le type avec qui on traite pour tout ce qui est transport de matériel est un dirigeant militaire." Comment le savez-vous ? "C'est sa copine qui me l'a dit. Presque fièrement. Elle travaille comme aide-soignante..."

A Bukavu, la bière coule à flots

Les anciens officiels se tiennent mal

A côté de paysans en haillons, les fonctionnaires et les militaires de l'ancien régime, arrivés les poches pleines, boivent du matin au soir. La brasserie locale n'arrive plus à satisfaire la demande.

Antoine Bishwoka
LA RÉFÉRENCE PLUS/SYRIA - KINSHASA

Tous les jours, les organismes internationaux évacuent des réfugiés rwandais vers les camps installés à l'écart de la frontière, mais, chaque matin, la ville de Bukavu (deuxième lieu de concentration de réfugiés) s'emplit de nouveaux réfugiés qui s'installent où ils peuvent : dans les rues, dans la cathédrale,

près des bâtiments publics... L'insécurité grandit en ville et dans les camps. Les difficultés d'approvisionnement réduisent la population locale à la misère.

Rares, les denrées alimentaires sont devenues très chères. En particulier les bananes douces, les haricots, les petits pois, le riz et les pommes de terre, qui entrent dans les habitudes alimentaires des Rwandais. Les prix de ces produits ont quintuplé depuis leur arrivée. Parmi les réfugiés, fonctionnaires et militaires sont les principaux responsables de la hausse des prix : avant leur fuite, tous recevaient régulièrement leur solde ou leur salaire, un privilège que les agents de l'Etat zairois ne connaissent plus depuis longtemps. Certains Rwandais privilégiés ou opportunistes sont arrivés les poches pleines de billets ou chargés des fruits de leurs pillages. Véhicules, motocyclettes, fournitures de bureau, tôles, portes, appareils électroménagers, carburant et même armes de guerre ven-

dues au plus offrant leur ont assuré de quoi manger à leur faim et boire à leur soif. "Ils boivent de 6 heures à 6 heures" expliquent les Zairois, pour qui la bière Primus, passée de 500 à 2 000 nouveaux zaires, est devenue un luxe inabordable. Dans les camps, on ne compte plus les kiosques où les réfugiés vendent jusqu'à leur montre et leur panta-

lon contre une bouteille de bière. A tel point que la Bralima, la brasserie locale, qui était sur le point de fermer faute de clients solvables, n'arrive plus à satisfaire la demande considérable des consommateurs rwandais. "Ces militaires qui courent à travers les rues avec des casiers de bière sur la tête ne pouvaient pas gagner la guerre

contre le FPR. Ils buvaient même au front, ce qui diminuait gravement leurs chances de réussite", s'exclame un militaire zairois stupéfait et inquiet de cette soif insatiable. La consommation record des militaires rwandais n'est pas une nouveauté. Le ministère de la Coopération française indiquait, dans un document de 1993, à propos de l'économie rwandaise, "seule la brasserie connaît un certain développement, du fait, notamment, du nombre élevé de militaires (35 000 hommes en 1993 contre 8 000 en 1990) à qui sont distribuées deux bouteilles de bière par jour".

Munis de dollars, les hommes d'affaires, commerçants et fonctionnaires rwandais ont aussi trouvé sans difficulté à se loger à Bukavu. Les propriétaires de maisons n'ont pas hésité à en déloger leurs locataires zairois moins nantis, qui ont dû retourner dans leur village d'origine. D'autres, se confinant dans une seule chambre, ont loué plusieurs pièces de leur propre maison. ➔

Pendant ce temps, au Rwanda...



Au camp militaire de Gako, à 60 km de Kigali, des officiers des ex-FPR, devenu l'Armée patriotique rwandaise, "entraînent" des soldats de l'ancienne armée adverse. Photo prise le 1^{er} décembre.

pleines, boivent du matin au soir. La brasserie locale n'arrive plus à satisfaire la demande.

Antoine Bishwoka
LA RÉFÉRENCE PLUS/SYFIA - KINSHASA

Tous les jours, les organismes internationaux évacuent des réfugiés rwandais vers les camps installés à l'écart de la frontière, mais, chaque matin, la ville de Bukavu (deuxième lieu de concentration de réfugiés) s'emplit de nouveaux réfugiés qui s'installent où ils peuvent : dans les rues, dans la cathédrale,

ou au vent des casiers. En particulier les bananes douces, les haricots, les petits pois, le riz et les pommes de terre, qui entrent dans les habitudes alimentaires des Rwandais. Les prix de ces produits ont quintuplé depuis leur arrivée. Parmi les réfugiés, fonctionnaires et militaires sont les principaux responsables de la hausse des prix : avant leur fuite, tous recevaient régulièrement leur solde ou leur salaire, un privilège que les agents de l'Etat zairois ne connaissent plus depuis longtemps. Certains Rwandais privilégiés ou opportunistes sont arrivés les poches pleines de billets ou chargés des fruits de leurs pillages. Véhicules, motocyclettes, fournitures de bureau, tôles, portes, appareils électroménagers, carburant et même armes de guerre ven-

devenues un luxe inabordable. Dans les camps, on ne compte plus les kiosques où les réfugiés vendent jusqu'à leur montre et leur pantal-

ons. *"Ces militaires qui courent à travers les rues avec des casiers de bière sur la tête ne pouvaient pas gagner la guerre*

rwandais n'est pas une nouveauté. Le ministère de la Coopération française indiquait, dans un document de 1993, à propos de l'économie rwandaise, *"seule la brasserie connaît un certain développement, du fait, notamment, du nombre élevé de militaires (35 000 hommes en 1993 contre 8 000 en 1990) à qui sont distribuées deux bouteilles de bière par jour"*.

Munis de dollars, les hommes d'affaires, commerçants et fonctionnaires rwandais ont aussi trouvé sans difficulté à se loger à Bukavu. Les propriétaires de maisons n'ont pas hésité à en déloger leurs locataires zairois moins nantis, qui ont dû retourner dans leur village d'origine. D'autres, se confinant dans une seule chambre, ont loué plusieurs pièces de leur propre maison. ➔

Pendant ce temps, au Rwanda...



Au camp militaire de Gako, à 60 km de Kigali, des officiers des ex-FPR, devenu l'Armée patriotique rwandaise, "entraînent" des soldats de l'ancienne armée adverse. Photo prise le 1^{er} décembre.

ZAIRE Le Kivu, zone de tous les dangers

L'afflux de 1,5 million de réfugiés hutus encadrés par l'appareil politico-militaire responsable du génocide rwandais risque d'entraîner des conséquences incalculables pour le Kivu, qui était l'une des régions les plus dynamiques du Zaïre et aussi l'une des plus acquises à l'opposition.

La catastrophe est d'abord écologique : les réfugiés défrichent, coupent du bois de feu et sont en passe de réduire à néant la forêt des Virunga, qui représentait un biotope unique dans la région.

Le désastre risque d'être militaire également : des informations de plus en plus précises font état d'entraînements de miliciens hutus (peut-être par des militaires français) qui font leur jonction avec des extrémistes du Burundi.

Miliciens et militaires prépareraient des incursions au Rwanda. Si une offensive devait se produire, une guerre régionale pourrait en découler, car la nouvelle armée rwandaise se sentirait autorisée à exercer le droit de poursuite en territoire zairois.

Mais les conséquences politiques de l'implantation au Zaïre de 1,5 million de Hutus du Rwanda sont également considérables : déjà dans certaines régions les citoyens zairois sont minoritaires face aux nouveaux arrivants, et les Hunde, les Nyanga, comme les Tutsis du Zaïre, se sentant menacés par les paysans hutus, se sont repliés vers les agglomérations, abandonnant des campagnes où les nouveaux arrivants tentent de recréer de nouveaux Rwanda.

Alors qu'au Zaïre, Hutus et Tutsis, globalement appelés Banyarwandas, avaient toujours vécu en bonne intelligence, l'afflux des réfugiés risque de radicaliser les uns et les autres. Dans le nord du Kivu, la région de Rutshuru et de Masisi, la situation est particulièrement tendue : des fermes d'élevage, qui produisaient la meilleure viande du Zaïre, ont été envahies, les paysans ont pris le bétail pour le vendre et acheter des armes.

Quant à l'armée zairoise, elle pourrait préparer une intervention pour défendre les grands propriétaires. L'opposition zairoise craint aussi que les réfugiés hutus se voient distribuer des cartes d'électeurs, ce qui assurerait la victoire de Mobutu dans une région acquise à l'opposition.

Cofette Braeckman - LE SOIR - BRUXELLES

Impliqués ou non dans les massacres, les Hutus qui reviennent risquent de ne pas retrouver leur maison et d'être jetés en prison. Les Tutsis venus du Burundi s'en mêlent.

Chris McGreal
THE GUARDIAN - LONDRES

Thomas Halegekimana a passé quatre mois à la prison centrale de Kigali, entassé avec des milliers d'hommes accusés de génocide. Mais lui affirme que son seul délit a été de réclamer que l'on lui rende sa maison. M. Halegekimana fait partie du nombre croissant de Hutus rwandais arrêtés après être revenus à la fin de la guerre civile pour retrouver leur maison occupée par des étrangers.

Il a ordonné à la femme qui habitait chez lui de partir. Elle a appelé l'armée. Quelques heures plus tard, il était en prison, sous la fausse accusation de meurtre, dit-il.

Même si une arrestation arbitraire peut certes être une excuse pratique pour ceux qui sont à juste titre détenus pour avoir participé au génocide de la minorité tutsie, les défenseurs des droits de l'homme estiment qu'il y a eu des centaines d'incarcérations et de disparitions liées à des litiges sur le logement.

Souvent considérés dans leur ensemble comme coupables par l'armée essentiellement tutsie et par les réfugiés tutsis de retour, les représentants de la majorité hutue, qu'ils aient ou non participé au massacre, subissent des mauvais traitements, et sont en particulier victimes d'arrestations arbitraires.

Selon les défenseurs des droits de l'homme, le nouveau gouvernement, sous la houlette du Front patriotique rwandais, s'efforce de bâtir un système juste, mais certains responsables militaires font main basse sur les entreprises et les logements. Leur cible favorite : les logements qui ne risquent pas de déclencher de litige, ainsi ceux des Hutus qui craignent de revenir parce qu'ils sont impliqués dans le génocide.

De simples soldats, qui n'ont toujours pas touché leur solde, ont été

liés à des opérations de racket sur des logements contestés. Ce qui a parfois entraîné des meurtres, mais bien plus souvent l'arrestation du propriétaire légitime.

Le lieutenant-colonel Rigamba, principal adjoint du ministre de la Défense, reconnaît l'existence d'un problème, mais affirme qu'il est plus courant que les soldats soient des complices involontaires de Tutsis qui accusent à tort des propriétaires hutus afin de s'emparer de leurs biens immobiliers.

"C'est un phénomène commun, mais ce sont généralement les civils qui proposent aux soldats de les aider dans ces activités douteuses qui tiennent du vol. Notre armée est aux trois quarts composée d'enfants dont les familles ont été anéanties. Nous leur avons appris à éviter les débordements, mais cela ne s'est pas fait sans difficulté, et ils ne parviennent pas toujours à se maîtriser", commente-t-il.

Certains des Hutus qui reviennent ont tout simplement trop peur de revendiquer ce qui leur appartient ; M. Halegekimana, un juriste de quarante ans, regrette de ne pas s'être montré plus prudent. ➔

Les petits criminels

A Kigali, cent vingt enfants attendent d'être jugés

Quant aux hôpitaux, ils n'ont plus le moindre lit vacant et les malades doivent se débrouiller avec des infirmiers privés ou des guérisseurs traditionnels.

A côté de cette première vague de réfugiés nantis, sont arrivés des paysans totalement démunis. Femmes en haillons portant leurs enfants dans des peaux de mouton, hommes avec pour tout bagage une natte sur la tête. Ils se sont mis à mendier partout dans les rues, proposant aussi leurs services aux ménagères de Bukavu pour cultiver des champs ou transporter des fardeaux. En dépit des interdictions répétées, ils ont coupé presque tous les arbres de la ville pour cuire leurs repas. Au camp du collège Alfajiri, la chute d'un arbre abattu sans précautions a fait douze morts.

Pris en charge par les ONG, des Rwandais installés à Bukavu sont régulièrement embarqués vers les camps de l'arrière-pays. Surpeuplés, manquant de tentes et d'installations sanitaires, ces camps sont dans le plus grand dénuement. Les rumeurs vont bon train chez les réfugiés. Selon eux, les responsables locaux du HCR sont presque tous des Tutsis qui favoriseraient leurs frères installés à Kigali aux dépens des Hutus. Pour eux, HCR veut dire "Habiles Criminels Rassasiés" ou "Hauts Consommateurs de Réfugiés".

Les Zaïrois ont de plus en plus peur des Rwandais, en particulier des miliciens et des militaires, encore armés et regroupés dans deux camps à proximité de Bukavu. Ceux-ci n'hésitent pas à dévaliser les Zaïrois qui passent à proximité, ni même à agresser les femmes. La Société civile, une association de Bukavu qui regroupe les ONG et les Eglises, a mis en garde la population de la ville et demandé le désarmement des Rwandais, mais en vain.

Cette même association avait proposé que d'anciennes plantations de quinquina soient utilisées pour installer les camps de réfugiés. Le HCR a préféré les établir, dans un premier temps, sur des terrains cultivés proches de Bukavu. Ils en ont été rapidement chassés par les villageois.

Ils sont un peu plus d'une centaine à s'entasser dans un coin de la prison centrale de Kigali. Certains de ces enfants sont victimes de fausses accusations. Les autres ont pris part aux tueries.

Chris McGreal
THE GUARDIAN - LONDRES

KIGALI

Issa Ntahompagaze a douze ans, et c'est peut-être un tueur. Il fait partie des cent vingt jeunes garçons entassés dans un coin de la prison centrale de Kigali et accusés d'avoir pris part à l'extermination organisée des Tutsis du Rwanda.

Le plus jeune a un an de moins qu'Issa. Le plus vieux n'a pas encore vingt ans. Issa réfute l'accusation et dit que sa maman lui manque.

Les garçons sont isolés dans une petite cour, dans une aile de la prison de briques rouges bâtie en 1930 et qui ressemble à un fort. Au-delà de la porte métallique branlante qui sépare ces enfants des bâtiments principaux de la prison, 5 000 hommes sont incarcérés, également accusés de génocide. Les enfants portent les mêmes uniformes rose vif que leurs aînés. Mesurant à peine un mètre, Issa donne l'impression de porter un pyjama trop grand.

Quelques-uns des enfants sautent partout dans la cour, aussi excités que s'il s'agissait d'un jeu. Mais Issa, lui, reste tranquille. Il affirme être accusé à tort d'avoir fait partie des barrages dressés par les milices de l'Interahamwe [littéralement : ceux qui combattent ensemble], où les

Tutsis étaient arrêtés puis massacrés rituellement. Certains des prisonniers sont assurément victimes de fausses accusations. Mais la plupart ne le sont probablement pas. Avec Issa, c'est difficile à dire.

Il raconte que son père a été tué en avril, quand la guerre civile a repris après l'assassinat du président Juvénal Habyarimana, qui déclencha le génocide. Dans le chaos des combats, il a été séparé de sa mère et de ses deux autres frères. Quelques jours plus tard, une balle lui a paralysé partiellement la main et le bras gauches. Quand les combats ont cessé, il s'est rendu à la Croix-Rouge.

"La Croix-Rouge m'a dit de rentrer chez moi, pour voir ce qui était arrivé à ma famille. Un homme de la Croix-Rouge m'a donné un peu d'argent et de quoi manger, et je suis parti à pied. Quand je suis arrivé

chez moi, quelqu'un a dit que j'étais Interahamwe et j'ai été arrêté, explique-t-il. Peut-être qu'ils m'ont arrêté pour me prendre mon argent."

Le 7 août, il était emmené à la prison centrale. Il est possible qu'il soit coupable des crimes dont on l'accuse. L'une des monstruosité commises par ceux qui ont orchestré le génocide a été de faire participer des enfants à la tuerie. Ceux-ci n'ont peut-être pas toujours brandi les machettes ou pressé la détente, mais on les a trop souvent vus jouer un rôle dans le massacre collectif, ne serait-ce qu'en identifiant des Tutsis.

Que les dénégations d'Issa soient fondées ou non, c'est en tout cas un menteur accompli quand ça l'arrange. Quand on lui demande de nous montrer où il dort, il nous conduit jusqu'à la partie la moins

hospitalière de la cour. "Je dors dans ce coin", affirme-t-il en désignant le sol de pierre.

Ce qui est faux. Il occupe une place sur les rudimentaires couchettes en bois construites par la Croix-Rouge dans une autre salle. Reste qu'il vit à l'étroit, dans des conditions pénibles. Près de cinquante enfants partagent une même pièce.

Quels que soient les crimes d'Issa, il est difficile de ne pas le considérer comme une victime. Il est trop jeune pour comprendre le prix à payer pour avoir perdu sa famille et son innocence.

Il passe ses journées à jouer aux cartes sans trop savoir ce qu'il adviendra de lui. Les prisonniers plus âgés racontent que le nouveau gouvernement n'attend qu'une excuse pour les faire exécuter. S'ils ne meurent pas d'abord de dysenterie.

TUTSIS "Burundais venus d'ailleurs"

Quand les premiers se morfondaient dans une quelconque bananeraie coincée entre Gashora et Kibungu, les seconds dansaient le rock'n roll dans les boîtes le long du lac Tanganyika ou pianotaient sur le clavier d'un ordinateur à l'Institut supérieur de commerce de Bujumbura." Les premiers, ce sont les habitants de Kigali, paysans locaux, éduqués durant trente ans dans l'intolérance. Les seconds, fraîchement débarqués du Burundi voisin où ils s'étaient exilés en attendant un hypothétique assouplissement du régime Habyarimana, sont, au contraire, jeunes et modernes, filles et fils de commerçants ou de juristes.

L'Arc-en-ciel, l'un des derniers titres nés à Kigali voit dans cette opposition entre ruraux restés au Rwanda et urbains revenus au pays, un nouveau point de rupture dans la société rwandaise.

"Le conflit est à la fois culturel et géographique. Les 'Burundais' sont jeunes et modernes et en plus ils viennent d'ailleurs", constate ce journal à la parution irrégulière qui dénonce dans la foulée "la campagne

mediatique qui a pris pour tête de turc cette communauté". Dans la presse de Kigali "qui ne brille pas par son professionnalisme et sa déontologie", les "Burundais" sont en effet accusés de tous les maux : dévergondée, déculturée, "la jeunesse venue du Burundi" aurait "une mentalité d'assisté" ou serait, à l'inverse, "trop agressive commercialement".

Dans la rue aussi les reproches pleuvent. Les jeunes filles se font houspiller parce qu'elle portent des minijupes. Les hommes se font insulter quand ils marchent avec une bouteille de bière au café.

"Pourtant, ces Rwandais venus d'ailleurs ont enterré les morts, retapés les maisons, lavé les traces de sang. Pourtant, cette dynamique conflictuelle des groupes n'est en soi pas mauvaise, il suffit simplement de la gérer. Regardez en Israël, ceux qu'on appelle les ashkénazes sont regardés en chiens de faïence par les séfarades. Cette animosité n'a jamais empêché la création de l'Etat d'Israël", conclut l'Arc-en-ciel.

L'ARC-EN-CIEL - KIGALI

Saignées démographiques (avant 1994)

Variation annuelle en milliers de personnes

se vengent

Criminels Rassasiés" ou "Hauts Consommateurs de Réfugiés".

Les Zairois ont de plus en plus peur des Rwandais, en particulier des miliciens et des militaires, encore armés et regroupés dans deux camps à proximité de Bukavu. Ceux-ci n'hésitent pas à dévaliser les Zairois qui passent à proximité, ni même à agresser les femmes. La Société civile, une association de Bukavu qui regroupe les ONG et les Eglises, a mis en garde la population de la ville et demandé le désarmement des Rwandais, mais en vain.

Cette même association avait proposé que d'anciennes plantations de quinquina soient utilisées pour installer les camps de réfugiés. Le HCR a préféré les établir, dans un premier temps, sur des terrains cultivés proches de Bukavu. Ils en ont été rapidement chassés par les villageois.

se vengent Hutus arrêtés et conspués

➔ Comme la plupart des habitants de Kigali, il avait fui la progression du FPR, emmenant sa femme et ses cinq enfants à Kibuye, là où il est né. Mais il est revenu le 28 juillet, à la suite de l'appel que les rebelles victorieux ont lancé à tous les spécialistes afin qu'ils aident à la reconstruction du pays.

Il est arrivé chez lui pour s'apercevoir que son logement était occupé par une femme dont la maison avait été détruite pendant les émeutes anti-Tutsis. "J'ai parlé à cette femme pendant deux heures. Plusieurs hommes étaient présents et au bout d'un moment elle leur a dit de partir. Ils sont revenus avec trois soldats. J'essayais d'expliquer que la maison m'appartenait et la femme disait qu'elle ne partirait pas. Puis les soldats m'ont arrêté. Ils ont dit que j'étais un assassin. Ces hommes ne m'avaient jamais vu auparavant. Personne ne m'a accusé d'un crime précis", dit-il.

M. Halegekimana affirme que le frère de cette femme est un colonel du FPR. Le système judiciaire étant en ruines, il ne peut pas plaider sa cause et on ne libère presque personne des prisons surpeuplées.

qu'Issa. Le plus vieux n'a pas encore vingt ans. Issa réfute l'accusation et dit que sa maman lui manque.

Les garçons sont isolés dans une petite cour, dans une aile de la prison de briques rouges bâtie en 1930 et qui ressemble à un fort. Au-delà de la porte métallique branlante qui sépare ces enfants des bâtiments principaux de la prison, 5 000 hommes sont incarcérés, également accusés de génocide. Les enfants portent les mêmes uniformes rose vif que leurs aînés. Mesurant à peine un mètre, Issa donne l'impression de porter un pyjama trop grand.

Quelques-uns des enfants sautent partout dans la cour, aussi excités que s'il s'agissait d'un jeu. Mais Issa, lui, reste tranquille. Il affirme être accusé à tort d'avoir fait partie des barrages dressés par les milices de l'Interahamwe [littéralement : ceux qui combattent ensemble], où les

Sa femme a récupéré la maison à la fin du mois de septembre après s'être adressée aux autorités locales.

A l'heure actuelle, la population de la capitale rwandaise s'élève à environ 200 000 personnes, soit la moitié de ce qu'elle était en avril, avant la guerre. Mais plus d'un tiers des habitants ne vivaient pas là auparavant et occupent les maisons qu'ils ont trouvées vides.

La plupart sont des Tutsis, dont les familles ont été contraintes de s'exiler en Ouganda, au Burundi ou en Tanzanie, il y a plus d'une trentaine d'années.

Les litiges sont souvent soumis au maire de Kigali, le commandant Rose Kabuye. "Les soldats n'ont aucun droit de rester dans les propriétés des gens, mais les gens ont peur d'eux et pensent qu'ils ne peuvent pas les déloger. C'est le problème de l'armée", dit-elle.

"Mon problème, ce sont les civils. Les gens qui sont venus ont pris possession des maisons vides, mais quand les vrais propriétaires reviennent, ils refusent de partir de leur propre volonté. Les gens venus d'Ouganda et de Tanzanie s'enten-

dent parfois avec le propriétaire, mais ceux du Burundi sont têtus. Les cas qui me sont présentés concernent les gens du Burundi. Ils refusent de quitter les maisons. Ils viennent très nombreux, avec leur famille, fuyant les problèmes dans leur pays."

Les Burundais sont connus pour leur hostilité à l'égard de la population hutue, en raison du conflit persistant entre les deux ethnies dans leur pays. Mais dans une certaine mesure, cette hostilité est partagée par de nombreux Tutsis au Rwanda.

Une fois encore, les Hutus sont pour ainsi dire des citoyens de second rang dans leur propre pays. L'armée maintient l'ordre en faisant régner la peur constante de représailles en réaction au génocide. Les hommes hutus se font régulièrement insulter la nuit par des soldats ivres qui veulent savoir ce qu'ils font dans la rue.

"Il y a beaucoup de travail à faire pour souder la population. Les soldats et les civils tutsis disent que les Hutus sont des assassins et demandent pourquoi ils ne sont pas arrêtés", explique le commandant Kabuye.

TUTSIS "Burundais venus d'ailleurs"

Quand les premiers se morfondaient dans une quelconque bananeraie coincée entre Gashora et Kibungu, les seconds dansaient le rock'n roll dans les boîtes le long du lac Tanganyika ou pianotaient sur le clavier d'un ordinateur à l'Institut supérieur de commerce de Bujumbura. Les premiers, ce sont les habitants de Kigali, paysans locaux, éduqués durant trente ans dans l'intolérance. Les seconds, fraîchement débarqués du Burundi voisin où ils s'étaient exilés en attendant un hypothétique assouplissement du régime Habyarimana, sont, au contraire, jeunes et modernes, filles et fils de commerçants ou de juristes.

L'Arc-en-ciel, l'un des derniers titres nés à Kigali voit dans cette opposition entre ruraux restés au Rwanda et urbains revenus au pays, un nouveau point de rupture dans la société rwandaise.

"Le conflit est à la fois culturel et géographique. Les 'Burundais' sont jeunes et modernes et en plus ils viennent d'ailleurs", constate ce journal à la parution irrégulière qui dénonce dans la foulée "la campagne

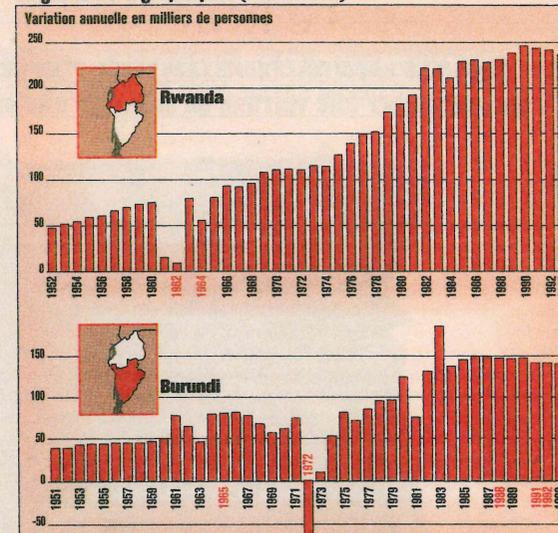
médiatique qui a pris pour tête de turc cette communauté". Dans la presse de Kigali "qui ne brille pas par son professionnalisme et sa déontologie", les "Burundais" sont en effet accusés de tous les maux : dévergondée, déculturée, "la jeunesse venue du Burundi" aurait "une mentalité d'assisté" ou serait, à l'inverse, "trop agressive commercialement".

Dans la rue aussi les reproches pleuvent. Les jeunes filles se font houspiller parce qu'elle portent des minijupes. Les hommes se font insulter quand ils marchent une bouteille de bière au café.

"Pourtant, ces Rwandais venus d'ailleurs ont enterré les morts, retapés les maisons, lavé les traces de sang. Pourtant, cette dynamique conflictuelle des groupes n'est en soi pas mauvaise, il suffit simplement de la gérer. Regardez en Israël, ceux qu'on appelle les ashkénazes sont regardés en chiens de faïence par les séfarades. Cette animosité n'a jamais empêché la création de l'Etat d'Israël", conclut l'Arc-en-ciel.

L'ARC-EN-CIEL - KIGALI

Saignées démographiques (avant 1994)



Ces données publiées par la revue scientifique *Nature* reflètent les estimations de l'administration américaine quant à l'impact des conflits ethniques sur l'évolution démographique au Rwanda et au Burundi, avant les massacres de cette année.

Estimations inexactes, commente le démographe Peter Uvin, mais moins fausses que les statistiques de l'ONU, qui lisent purement et simplement l'effet des génocides. Après l'indépendance, une première série de massacres décima la population tutsie au Rwanda entre 1962 et 1964 : 15 à 20 000 morts au total, selon Peter Uvin, provoquant l'exode définitif de 140 000 à 250 000 personnes. Au Burundi, 500 Tutsis et entre 2 500 et 5 000 Hutus moururent en 1965, mais le massacre le plus terrible eut lieu en 1972, quand 2 000 Tutsis et entre 100 000 et 150 000 Hutus trouvèrent la mort. 150 000 autres prirent le chemin de l'exil. Une nouvelle vague de violence éclata en 1988 (3 000 morts chez les Tutsis, entre 3 000 et 20 000 chez les Hutus), puis en 1991 et 1992 (des centaines de morts des deux côtés).